

Nouvelle attaque sur le budget de l'action sociale !

Le projet de budget 2026 (projet et document de travail PLF 2026) de l'action sociale interministérielle (ASI) s'établit à 94 428 913 €, soit une baisse de 29 millions d'euros par rapport à 2025 (baisse de 23 %!), sous couvert d'économies budgétaires.

Certaines prestations seraient particulièrement touchées :

- la bonification chèques-vacances qui prévoit la suppression, pour une durée de deux ans à compter de janvier 2026, du dispositif pour les fonctionnaires actifs
- le CESU garde d'enfants 0-6 ans en baisse de 7 millions,
- l'aide à l'installation des personnels en baisse de 3 millions,
- le financement des travaux des restaurants inter administratifs en baisse de 6 millions d'euros.

La réservation de berceaux en crèches surnage avec une sanctuarisation du budget ainsi que le logement d'urgence.

Cette austérité budgétaire pénalisera fortement les agents de l'État, qu'ils soient fonctionnaires, contractuels ou retraités. Il s'agit de ceux qui ont le plus besoin d'action sociale qui en sont les plus pénalisés.

Par ailleurs, ce projet d'attaque intervient alors même que la nouvelle circulaire du 18 juillet 2025 a été publiée au Journal officiel.

Cette circulaire a pour objet de recentrer le bénéfice de la prestation chèque-vacances sur les seuls agents de l'État en activité. Elle abroge la circulaire TFPF2022383C du 22 décembre 2020 relative au chèque-vacances au bénéfice des agents de l'État dont la CGT et l'intersyndicale (sauf CFDT) avait obtenu l'abrogation auprès du conseil d'État.

Cette nouvelle entorse au fonctionnement du Comité Interministériel d'Action Sociale (CIAS) exprime le caractère répété d'un dialogue social nettement dégradé.

Allo, allo, monsieur l'ordinateur

Depuis début 2025 les agents de la DDFIP Moselle n'ont plus la possibilité de récupérer du matériel informatique réformé. Le matériel en question est cédé à un organisme « écoresponsable » qui pourrait le recycler, réutiliser ou le revendre.

La CGT Finances Publiques Moselle est intervenue auprès du directeur départemental pour revoir la doctrine en matière de cession et **permettre à nouveau aux agents de bénéficier de dons de matériel informatique**, comme le prévoit l'article L 3212-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Affaire à suivre ...



SUPPRESSIONS D'EMPLOIS AU PLF 2026 : A QUI LE TOUR ?

Le Projet annuel de performances 2026 a été dévoilé, et comme toujours, la DGFIP va très fortement contribuer aux suppressions d'emplois. Alors que le PLF 2026 est en discussion à l'assemblée nationale, nous vous présentons le projet par mission.

Après une coupe franche dans les SIP, c'est au tour des SGC et SIE de connaître un gros coup de rabot.

	ETPT 2026	ETPT 2025	
Fiscalité des grandes entreprises	1 408	1 450	- 42
Fiscalité des PME	19 294	19 602	- 308
Fiscalité des particuliers	27 289	27 382	- 93
Gestion financière de l'État hors fiscalité	12 715	12 348	+ 367
Gestion des pensions	1 081	1 130	- 49
Gestion financière du SPL hors fiscalité	17 344	17 802	- 458
Gestion des fonds déposés	799	843	- 44
Soutien	11 962	11 783	+ 179
Élaboration de la législation fiscale	223	222	+ 1

SITUATION DES SERVICES EN SOUS EFFECTIF EN MOSELLE

	C	B	A	Total
SIP METZ	-6	-4	1	-9
PCP			-5	-5
SGC METZ	-2	-3		-5
SIE FORBACH	-1	-3		-4
SIE SAINT AVOLD - ANTENNE SGMS		-3	-1	-4
SIP FORBACH - ANTENNE SGMS	-1	-3		-4
SIP THIONVILLE	-3	1	-1	-3
EDR	-1	-2		-3
SDIF	-2			-2
PRS		-2		-2
SIE SAINT AVOLD		-3	1	-2
SIP SARREBOURG	-3		1	-2
PAIERIE DEPARTEMENTALE		-2		-2
PCRP			-1	-1
TPH			-1	-1
DIRECTION	-2	-5	7	0

Un syndiqué nous écrit : La convivialité, c'est trop beau

À l'heure où le politique est mis à mal, où les gouvernements se succèdent, des expressions d'un autre temps se font jour. Aussi, nous pouvons entendre « qu'il faut mettre fin aux privilèges ». Le mot est lâché, PRIVILÈGES. Nous sommes soi-disant en Démocratie (du grec ancien demos signifiant peuple et kratos, signifiant pouvoir), mais nous devrions plutôt parler de ploutocratie (pouvoir par les riches) et on nous parle de privilèges ???

Pour rappel, les privilèges de l'Ancien Régime désignaient les droits et exemptions accordés à la noblesse et au clergé, qui formaient les deux premiers ordres de la société française, minoritaires en nombre. Ces privilèges incluaient :

- * les exceptions fiscales contrairement au troisième ordre représenté par le tiers état, qui supportait la majeure partie de la charge fiscale
- * les droits seigneuriaux, droits sur les terres avec la corvée, la dîme...
- * les privilèges juridiques avec le pouvoir judiciaire exercé par les nobles sur leurs terres.

Ces privilèges ont été abolis la nuit du 04 août 1789. Enfin abolis... À la lecture des propos ci-dessus, nous n'avons pas forcément aboli les privilèges car ceux-ci semblent toujours structurer les sociétés contemporaines (voir « Privilèges » d'Alice de Rochechouart publié en septembre 2025 <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/zoom-zoom-zen/zoom-zoom-zen-du-mardi-07-octobre-2025-3104292>).

Les Finances Publiques vont plus loin et remontent le temps. En effet, la DDFIP Moselle offre des Jeux à ses Agents sous la forme de moments conviviaux, ce qui rappelle les jeux du cirque (combat de gladiateurs, fauves ...) de l'époque romaine offerts au peuple par l'Empereur (panem e circenses).

Cela pourrait partir d'un bon sentiment si ce n'est :

- * que ce moment convivial est obligatoire (sorties telles que bowling, pique nique, escape game...)
- * que cette convivialité coûte 20 euros par agent (faut pas rigoler non plus) boissons comprises
- * que les conditions de travail ne sont pas ou plus présentes (manque d'effectif, de matériel, une Direction aux abonnés absents...).
- * que cette action masque le fait que la Direction se couvre de tous risques mentaux éventuels et se dire : « Pourtant, nous avons tout fait pour le bien-être de nos collègues »
- * que la Direction a fait ce qu'il fallait en se donnant bonne conscience.

En fait, cette politique de convivialité ne représente que de la poudre aux yeux, de la poudre de perlimpinpin. De la convivialité en boîte pour 20 euros et circulez y a rien à voir !

La critique est facile, il est vrai, car il y a des efforts. Pour preuves, les Finances Publiques permettent de commander, d'acheter des jeux de sociétés, baby-foot, billard, table de ping-pongs... Pourquoi pas un sauna ou une tireuse à bière tant que nous y sommes ? Le matériel sera installé dans un espace convivial avec des tables et chaises de qualité diverses (un cadre A+ mérite davantage qu'un cadre C et B, tiens tiens ... privilèges ??). Sur la table, une petite plante verte, offerte lors des commandes de plantes s'insérant dans la politique de « Bercy vert ».

Tant de convivialités et de respect vis-à-vis des Agents m'interrogent. Nous travaillons à quel moment alors, la convivialité passerait avant les conditions de travail ?

Encore plus d'informations sur nos sites Internet : <https://57.cgtfinancespubliques.fr/>
<http://www.financespubliques.cgt.fr/>

Bulletin d'adhésion

NOM : Prénom :

Grade :Échelon : Indice :Temps partiel :

Résidence administrative

Adresse personnelle

Sollicite mon adhésion à la section CGT Finances Publiques de la Moselle.

À....., le Signature :

Bulletin à renvoyer par courriel à cgt.ddfip57@dgfip.finances.gouv.fr

LE CHARDON A LUNETTES

Le Chardon à Lunette voyage au cœur de l'Afrique centrale

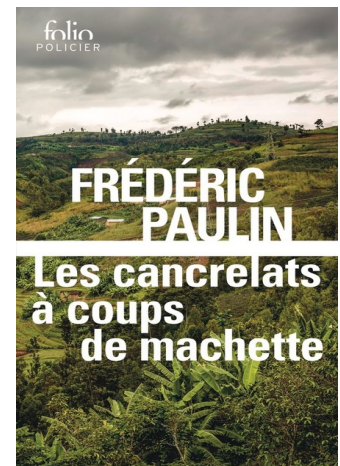
L'auteur de ce roman policier, Frédéric Paulin, trempe sa plume au cœur des atrocités du génocide rwandais.

Des corps découpés en morceaux sont retrouvés partout en France, le point commun des victimes : le Rwanda.

S'ensuit un retour en arrière de 25 ans à Kigali dans le pays surnommé aux mille collines où l'avion présidentiel est abattu, point de départ du génocide entre Hutu et Tutsi.

Nous suivrons François, un jeune boxeur de la minorité Tutsi et son amie Dafroza. Leur rêve d'une vie meilleure subira les affres d'une guerre civile dévastatrice.

L'absence de justice peut vite faire basculer dans la vengeance....

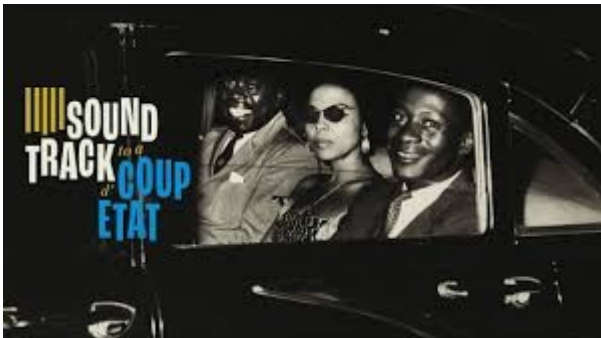


L'auteur vient de terminer une époustouflante trilogie sur l'histoire du Liban :

<https://booknode.com/serie/trilogie-frederic-paulin>

Vous pouvez rencontrer cet auteur sur Metz, le mercredi 12 Novembre à 18h30, à la librairie La Cours des Grands, rue Taison

<https://www.librairies-lepreau-lacour.fr/rencontres/42496/>



Les amateurs de jazz feront vite le lien entre l'affiche du film, **Sound track to a coup d'état** de Johan Grimonprez, et les célèbres pochettes de la collection Blue Note.

Ce film-documentaire nous plonge dans les années 60 africaines. Ici, le Congo de Patrice Lumumba, assassiné par les services secrets belges.

Il nous est raconté une histoire méconnue qui

mêle jazz, politique et influence culturelle états-unienne.

Comment la CIA envoie ses « jazz ambassadeurs » au cœur de l'Afrique ? Mais certains, comme Nina Simone ou Dizzy Gillespie, comprennent vite la tentative d'instrumentalisation et font le lien entre les désirs d'indépendance des pays africain et le mouvement des droits civiques des afro-américains qui bat son plein aux Etats-Unis.

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/capture-d-ecrans/capture-d-ecrans-du-vendredi-03-octobre-2025-6005130>

L'Histoire de France n'est pas le monopole du Bouffon du Puy

En 2017, sort *Histoire mondiale de la France*, sous la direction de Patrick Boucheron. Outre le fait d'avoir mis les réactionnaires du roman national étriqué en PLS, celui-ci fut un véritable succès d'édition. Son objet, lire l'histoire de France en la regardant par le prisme mondial.

Boucheron qui fut le directeur historique de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques d'été de 2024, enrichit cette édition avec les JO, l'affaire Mazan ou la réouverture de Notre Dame.

